

Résultats du PIP3 (2022-2023) par objectifs stratégiques Rapport de synthèse de haut niveau

Contexte

Le rapport de synthèse de haut niveau du PIP 3 (2022-2023) est préparé par le Secrétariat et met en évidence les résultats stratégiques finaux obtenus par objectifs stratégiques à l'issue des deux années de mise en œuvre du PIP 3. Ce rapport est axé sur la performance globale 2022-2023 alignée sur les objectifs du Plan stratégique 2017-2026 du PROE. Un rapport statistique simplifié par objectifs stratégiques illustre le nombre d'indicateurs de résultats atteints (entièrement réalisés et atteints) et non atteints (pour diverses raisons).

Ce rapport du PIP3 est le premier rapport qui fait référence aux objectifs stratégiques actualisés du Cadre de résultats (CR 2017-2026). En raison de l'impact de la COVID-19 sur la performance et l'exécution du programme, le Cadre de résultats (CR) 2017-2026 du PROE a été ajusté en 2021 pour l'ensemble des objectifs régionaux et organisationnels du Plan stratégique. L'examen a entraîné des modifications des indicateurs de sous-résultats et des cibles lorsqu'elles ont été jugées faisables, pertinentes et mesurables dans le calendrier du Plan stratégique. Il en résulte un nombre total de 123 indicateurs de résultats fournis par les programmes et les départements à suivre pour l'établissement des rapports jusqu'en 2026.

Dans le rapport de cette année, les résultats stratégiques à l'issue du PIP3 (2022-2023) sont présentés comme étant atteints et non atteints. Des notes sur les indicateurs non atteints par objectifs stratégiques sont fournies au cours de cette période de rapport, en grande partie en raison d'un retard ou d'un manque de financement, de la signature d'accords, de la mise en œuvre d'activités, entre autres.

Enfin, ce rapport inclut la performance globale du Secrétariat du PIP1 au PIP3 (2018-2023) présentée dans la figure 2.

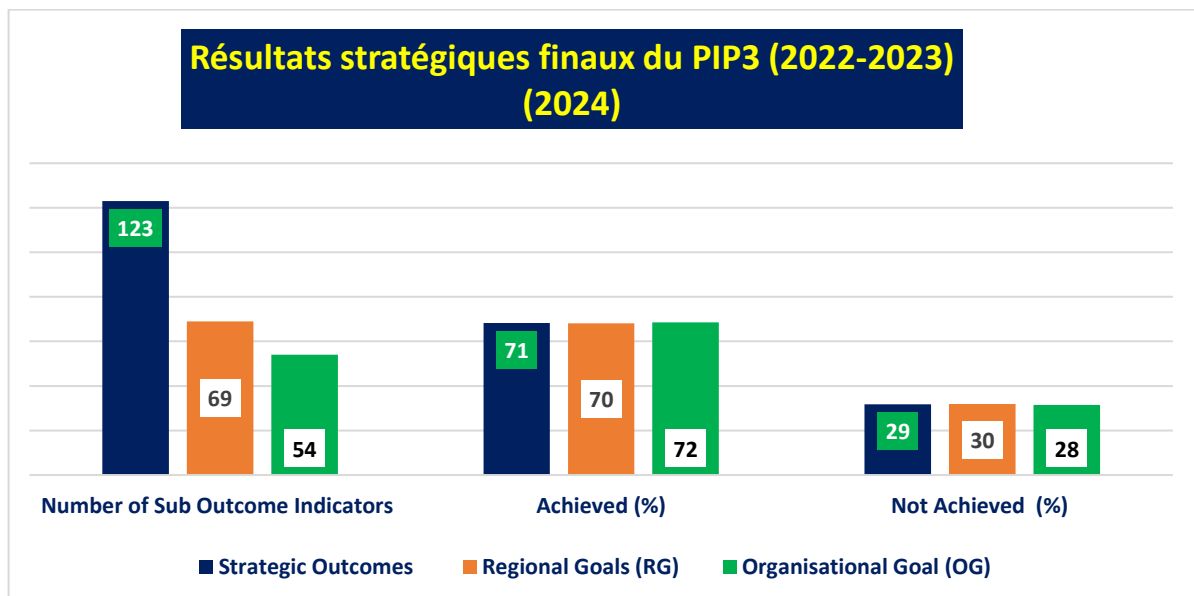
PIP3 (2022-2023) : Performance par objectifs stratégiques

Performance globale pour 2023

2023 est la sixième année de mise en œuvre du Plan stratégique 2017-2026 et marque l'achèvement de la mise en œuvre de deux ans du PIP3 (2022-2023). Les résultats globaux du PIP3 du PROE par rapport aux 123 indicateurs de résultats, dont 69 indicateurs pour les objectifs régionaux et 54 indicateurs pour les objectifs organisationnels, sont présentés comme suit :

- 71 % (87/123) des objectifs du PIP3 (2022-2023) ont été ATTEINTS
- 29 % (36/123) des objectifs ne sont PAS ATTEINTS

Figure 1 : Réalisation du PIP3 (2022-2023) par objectifs stratégiques : global

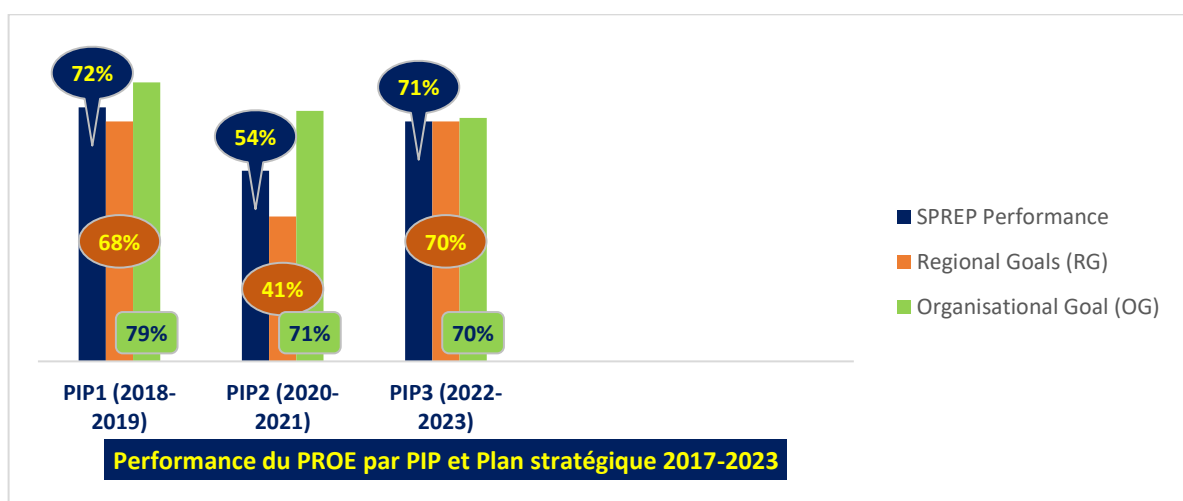


Performance globale du PIP1 (2018-2019) au PIP3 (2022-2023)

Le présent rapport met en évidence les performances du Secrétariat en ce qui concerne les résultats stratégiques obtenus dans le cadre de la mise en œuvre des PIP1 à PIP3, comme le montre la figure 2.

Les changements observés dans les résultats obtenus au titre du PIP3 sont associés à une réorientation des approches visant à améliorer les systèmes et les processus, entre autres. Les facteurs comprennent, sans s'y limiter, la modification des indicateurs et/ou des objectifs, les retards dans la mise en œuvre des activités et le passage à la mise en œuvre de la Stratégie en matière de ressources humaines, qui a adopté des groupes de résultats avec la participation du comité du personnel. Il convient de noter que la mise en œuvre du PIP2 a été pleinement affectée par la COVID-19.

Figure 2 : Performance globale du PROE par PIP et Plan stratégique 2017-2023



Résultats stratégiques : performance par objectifs régionaux

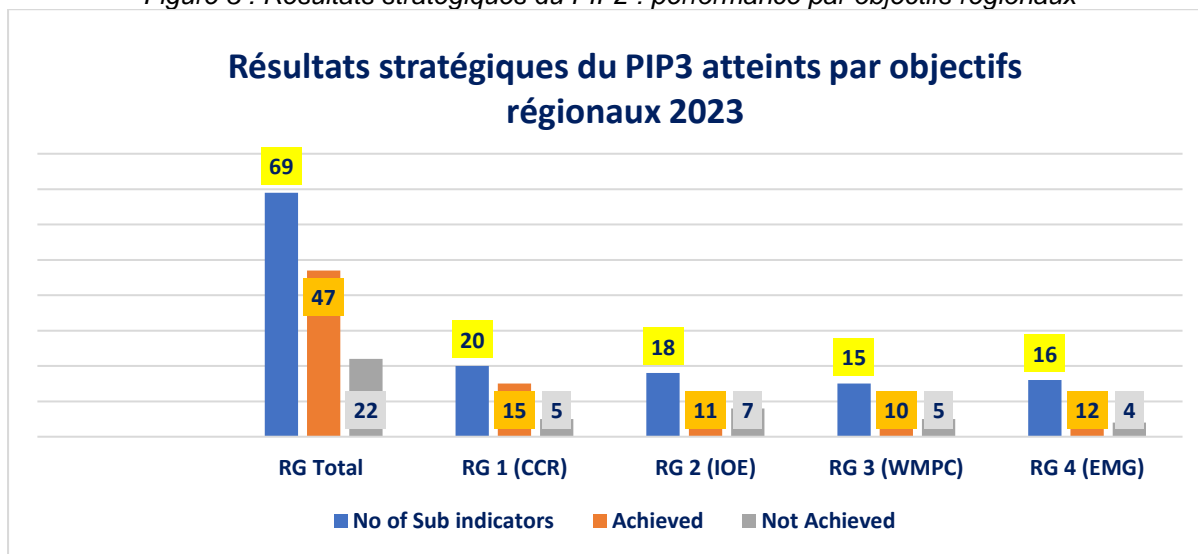
Le Plan stratégique 2017-2026 du PROE, qui a été approuvé, comporte quatre objectifs régionaux. Ces objectifs sont les suivants :

- Objectif régional 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques
- Objectif régional 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients
- Objectif régional 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la pollution
- Objectif régional 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

Chaque objectif contient plusieurs objectifs stratégiques clés ainsi que des résultats régionaux correspondants. Bien que chaque objectif ait une orientation thématique spécifique, les quatre sont interconnectés et contribuent ensemble à la réalisation de la vision du PROE, à savoir des « communautés du Pacifique résilientes et durables ».

Pour le rapport du PIP3 (2022-2023) sur les réalisations des résultats stratégiques dans le cadre des quatre objectifs régionaux, 69 indicateurs de résultats au total sont utilisés comme référence pour évaluer les performances pour chacun des quatre objectifs régionaux. L'évaluation des performances est basée sur le nombre d'objectifs atteints et non atteints (Figure 3).

Figure 3 : Résultats stratégiques du PIP2 : performance par objectifs régionaux



OBJECTIF RÉGIONAL (OR) 1 : les peuples océaniques bénéficient d'une meilleure résilience face aux changements climatiques

Cibles de résultat	Atteintes	Non atteintes
20	15	5

Au total, sur les 20 cibles de résultats de l'objectif régional 1, quinze (15) ont été atteintes et cinq (5) n'ont pas été atteintes.

Remarques sur les indicateurs non atteints :

- Retard dans l'élaboration et la mise en œuvre de la formation sur les approches d'adaptation écosystémique (EbA) et les outils de planification. La formation et/ou la mise en œuvre des approches EbA pour la Micronésie et les Îles Marshall seront achevées en 2024.
- Mise en œuvre conjointe avec le programme EIO. Retard dans la mise en œuvre des activités relatives à l'outil de planification locale d'intervention précoce (LEAP) pour les solutions de conservation communautaires visant à réduire la vulnérabilité humaine face aux changements climatiques et à la pollution d'origine terrestre en Micronésie. Il a été noté que les activités relatives à la mise en œuvre du programme Pacific BioScapes en Micronésie et aux Îles Marshall débuteront en février 2024.
- Le soutien apporté à deux États insulaires du Pacifique pour l'élaboration de cadres répondant aux questions des pertes et des dommages est toujours en cours, bien que des fonds étaient déjà disponibles.
- La base de données sur les pertes et dommages dans 3 États insulaires du Pacifique n'a pas encore été établie, mais des études de cas ont été lancées.

Principales réalisations

Le soutien du PROE a renforcé les États et territoires Membres en ce qui concerne les politiques relatives aux changements climatiques, les services météorologiques et hydrologiques nationaux, les négociations et les engagements au niveau national

- Renforcement des cadres politiques nationaux sur les changements climatiques par l'élaboration de politiques actualisées sur les changements climatiques et l'intégration des changements climatiques dans les stratégies nationales financées par le projet intra-ACP « Adaptation aux changements climatiques et développement de la résilience dans le Pacifique » (PACRES) de l'AMCC+. Sept États ont bénéficié de ce soutien : îles Cook, Nioué, Nauru, Tuvalu, Îles Salomon, Palaos et République des Îles Marshall.
- Mise en œuvre de certains engagements nationaux dans le cadre des contributions déterminées au niveau national par l'intermédiaire du Pôle CDN pour la région du Pacifique et d'Irish Aid. Il s'agit notamment de l'installation de biogaz dans deux écoles rurales au Vanuatu, de l'élaboration d'un plan de partenariat CDN pour la République des Îles Marshall et d'une ligne directrice sur l'électrification pour Nauru.
- Renforcement de la capacité d'engagement des États Membres qui sont Parties à la CCNUCC dans le cadre des négociations liées. Ces actions ont pris la forme de sessions d'approfondissement dans des domaines thématiques et de réunions préparatoires pour les réunions intersessions à Bonn, la CdP27 et la CdP28, d'un soutien aux négociateurs supplémentaires dans les délégations nationales aux CdP, et d'une amplification des priorités du Pacifique par le biais du pavillon et de la communication.
- Soutien à 14 services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) dans les ÉTIO pour renforcer leurs cadres politiques météorologiques, climatiques et hydrologiques, faciliter l'intégration des connaissances traditionnelles dans les systèmes d'alerte précoce, renforcer les capacités des SMHN à fournir des services d'information météorologique, climatique et hydrologique par le biais du public et gérer les phénomènes météorologiques violents et les prévisions météorologiques grâce à des systèmes d'alerte précoce de bout en bout. Ces activités ont été soutenues par des projets tels que COSPPac II, CREWS de l'OMM, ClimSA, UKMO et VanKIRAP.

Conférence des Parties (CdP), OneCORP et PÉIDP

- La présence du Pacifique à la CdP28 a été nettement plus importante que lors des CdP précédentes, les 14 délégations du Pacifique et plus de 350 délégués des PÉIDP y ont participé. Les PÉIDP ont bénéficié d'une coordination importante et d'un soutien « sur le terrain », notamment :

- l'organisation de séances d'information régulières à l'intention des négociateurs principaux et des ministres ;
 - la coordination de groupes thématiques aux côtés des négociateurs principaux ;
 - le soutien politique et logistique aux champions du Pacifique ;
 - une collaboration étroite avec les homologues de l'AOSIS ;
 - des notes d'information pour soutenir les interventions, et
 - information de l'état des domaines thématiques ainsi que des réunions bilatérales régulières.
- Le pavillon Moana Blue Pacific (soutenu par le gouvernement néo-zélandais) et le bureau de la délégation du Pacifique (soutenu par le gouvernement australien) ont été les centres de la coordination quotidienne des PÉIDP et ont joué le rôle de « maison loin de la maison » pour les délégués du Pacifique.
 - Le pavillon Moana Blue Pacific était le vaka des délégués des îles du Pacifique à la CdP28 à Dubaï. C'est le navire qui a permis aux histoires des îles du Pacifique sur les changements climatiques d'être racontées par les voix des îles du Pacifique, cimentant ainsi l'authenticité et l'appropriation par notre communauté des îles du Pacifique lors de la CdP28.
 - Le pavillon a accueilli 77 événements parallèles et a fourni l'espace et la possibilité d'organiser des réunions bilatérales de haut niveau et des rencontres entre les négociateurs et les partenaires pour qu'ils élaborent ensemble des stratégies.
 - À tout moment, une centaine de personnes en moyenne se trouvaient dans le pavillon Moana Blue Pacific et plus de 400 aux heures les plus chargées, ce qui a poussé bon nombre de participants à s'installer dehors dans la cour.
 - L'attention portée par les médias sociaux à la CdP28 a été complétée par la campagne numérique « 1,5 °C pour survivre » qui a amplifié la voix du Pacifique et la campagne Mana Moana Pacific Voices, qui diffusait des poèmes de poètes des îles du Pacifique en vidéo à travers la CdP28.
 - Renforcement de leur capacité de négociation grâce à une approche coordonnée améliorée des négociations en désignant un négociateur des PÉIDP pour diriger les priorités thématiques, en utilisant l'approche OneCORP pour coordonner le soutien des agences CORP et en fournissant des ressources techniques pour donner des conseils en temps réel.
- Renforcement du leadership politique des PÉIDP par la mise en place de champions politiques des PÉIDP lors de la CdP26 (Glasgow, Écosse, Royaume-Uni) qui s'est poursuivie lors de la CdP27 (Sharm El Sheik, Égypte) et de la CdP28 (Dubaï, Émirats arabes unis). L'engagement de 8 champions politiques (îles Cook, Fidji, République des Îles Marshall, Nioué, Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu) du Pacifique à la CdP a contribué de manière significative à influencer les résultats de la CdP. La décision d'établir le dialogue de Glasgow sur les pertes et dommages lors de la CdP26, où le champion politique des pertes et dommages (l'honorable Seve Paeniu des Tuvalu) a insisté sur la création d'un fonds pour les pertes et dommages. Ce dialogue a joué un rôle déterminant dans la décision de la CdP27 d'établir un dispositif de financement pour traiter les pertes et dommages, y compris la création d'un fonds dédié et son opérationnalisation lors de la CdP28.
- Les petits États insulaires en développement du Pacifique ont bénéficié d'un soutien pour renforcer leurs capacités et leurs systèmes nationaux pour accéder au financement climatique par le biais du programme de préparation et de soutien du Fonds vert pour le climat (FVC). Quatre pays, à savoir la République des Îles Marshall, Nioué, Nauru et les Îles Salomon, ont accédé au deuxième cycle de financement de la préparation du FVC afin de renforcer les capacités des autorités nationales désignées du FVC. Trois pays ont accédé au fonds de plan d'adaptation nationale (PAN) par l'intermédiaire du FVC pour élaborer leur PAN.

Développement de capacité

- Les ÉTIO ont bénéficié du soutien du Centre océanien sur les changements climatiques pour renforcer leurs capacités par le biais de formations, d'ateliers et de séminaires en ligne. Au total, 12 cours exécutifs ont été dispensés à plus de 600 participants issus du gouvernement, des OSC et du secteur privé, et plus de 100 participants ont pris part à six cours d'apprentissage ouvert sur les changements climatiques.
- Soutien à 14 services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) dans les ÉTIO pour renforcer leurs cadres politiques météorologiques, climatiques et hydrologiques, faciliter l'intégration des connaissances traditionnelles dans les systèmes d'alerte précoce, renforcer les capacités des SMHN à fournir des services d'information météorologique, climatique et hydrologique par le biais du public et gérer les phénomènes météorologiques violents et les prévisions météorologiques grâce à des systèmes d'alerte précoce de bout en bout. Ces activités ont été soutenues par des projets tels que COSPPac II, CREWS de l'OMM, ClimSA, UKMO et VanKIRAP.

Accès au financement climatique

- Les petits États insulaires en développement du Pacifique ont bénéficié d'un soutien pour renforcer leurs capacités et leurs systèmes nationaux pour accéder au financement climatique par le biais du programme de préparation et de soutien du Fonds vert pour le climat (FVC). Quatre pays, à savoir la République des Îles Marshall, Nioué, Nauru et les Îles Salomon, ont accédé au deuxième cycle de financement de la préparation du FVC afin de renforcer les capacités des autorités nationales désignées du FVC. Trois pays ont accédé au fonds de plan d'adaptation nationale (PAN) par l'intermédiaire du FVC pour élaborer leur PAN.

Approbation par les dirigeants du Forum du Pacifique de la gouvernance du Programme de préparation climatique du Pacifique et de l'engagement de l'Australie à hauteur de 30 millions de dollars australiens

- Suite à l'approbation par les dirigeants du Forum du Pacifique du Programme décennal d'investissement pour la préparation climatique du Pacifique en 2021, le Conseil météorologique du Pacifique, lors de sa cinquième réunion et de ses réunions hors session, a approuvé les dispositions de gouvernance et de mise en œuvre du Programme de préparation climatique du Pacifique, y compris la création de l'unité PCP sous l'égide du Bureau météorologique du Pacifique. À la fin de 2023, l'Australie s'est engagée à verser 30 millions de dollars australiens et d'autres bailleurs de fonds ont manifesté leur intérêt pour l'investissement.

OBJECTIF RÉGIONAL 2 : les peuples océaniques bénéficient d'écosystèmes insulaires et océaniques sains et résilients

Cibles de résultat : total	Atteintes	Non atteintes
18	11	7

Au total, sur les 18 cibles de résultats de l'objectif régional 2, onze (11) ont été atteintes et sept (7) n'ont pas été atteintes.

Remarques sur les résultats non atteints :

- Retard dans les activités visant à mettre en œuvre une gestion côtière intégrée à l'échelle du bassin hydrographique sur les sites des Fidji et de Vanuatu par le biais de l'initiative de Gestion des prises accessoires et des écosystèmes intégrés (BIEM) financée par le FED-11 dans le cadre du programme du Partenariat Pacifique-Union européenne pour le milieu marin. Alors que la plupart des activités, notamment la formation, l'étude rapide de la biodiversité, l'évaluation des besoins en capacités et les programmes de gestion côtière, ont été menées à bien, les politiques de gestion des écosystèmes marins et côtiers n'ont pas encore été mises

en œuvre. Des consultants commencent à travailler avec les communautés et les parties prenantes pour entreprendre des évaluations de la biodiversité et des évaluations socio-économiques, y compris le développement d'un plan de gestion intégrée de l'écosystème pour le bassin hydrographique de Beqa Lagoon-Navua.

- Un ÉTIO (le Samoa) sur deux a accédé régulièrement à des informations actualisées sur l'utilisation durable et la conservation des ressources côtières et marines. Le Samoa a accédé à ces informations par l'intermédiaire du MNRE et du MAF.
- Les principales activités liées à l'atténuation des impacts et des menaces pesant sur les écosystèmes côtiers et marins dans deux ÉTIO sont toujours en cours, comme l'Étude sur la cartographie et l'analyse de la résilience écosystémique et socio-économique (ESRAM), la promotion du plan P-CRAP, ou la surveillance des récifs par le projet ReefCloud. La collecte de données sur le terrain pour l'ESRAM au Vanuatu a été achevée par l'université Griffith. Les options EbA seront finalisées en 2023.
- Les données et les informations sur l'état de conservation des espèces menacées n'ont pas été partagées régulièrement aux niveaux régional et national. Des changements législatifs ont eu lieu, en particulier au Vanuatu.
- Deux sanctuaires marins supplémentaires (au Vanuatu et au Samoa) sont toujours en discussion (Vanuatu) et un appel d'offres est en cours (Samoa). Ces deux sanctuaires supplémentaires doivent être maintenus par le Vanuatu et le Samoa pour la protection des espèces menacées dans la région.
- Des contrats sont toujours en cours pour l'élaboration de lignes directrices régionales sur les meilleures pratiques en matière d'écotourisme axé sur les espèces pour deux ÉTIO.

Principales réalisations

Réduction de l'impact des espèces envahissantes dans les États Membres des îles du Pacifique

- Le PROE a apporté un soutien important à ses pays et territoires Membres pour réduire l'impact des espèces envahissantes. 105 îles du Pacifique sont désormais exemptes de rats, et 28 opérations supplémentaires de dératisation ont été menées dans les îles de Wallis-et-Futuna, des Tonga, la RIM, les Tuvalu et en Polynésie française. 5 études de faisabilité ont été réalisées pour l'élimination des vertébrés envahissants dans les îles de la RIM, du Samoa et dans des États et territoires entiers tels que Nioué et le Tokélaou. La lutte biologique active contre les plantes envahissantes est manifeste dans 15 États et territoires Membres. Des plans de restauration sont mis en œuvre dans 9 sites écologiques prioritaires afin d'assurer la protection de la biodiversité et la restauration des fonctions des écosystèmes.
- Le service d'appui à la gestion des espèces envahissantes de la région Pacifique a été renforcé et habilité à fournir une assistance efficace aux Membres du PROE, y compris le financement supplémentaire obtenu pour le Projet de rétablissement de la résilience des îles du PRISMSS. Ce financement supplémentaire permettra d'éradiquer les rats dans 23 îles supplémentaires et d'assurer la continuité du soutien et l'extension des programmes PRISMSS à de nouveaux pays et territoires.

Les Membres des îles du Pacifique participent pleinement à la CdP15 de la CDB, y compris aux réunions intersessions et au Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) de Kuning-Montréal

- Le PROE a apporté un soutien important aux Membres des îles du Pacifique en vue de leur participation à la CdP15 de la Convention sur la diversité biologique. Une réunion préparatoire hybride du Pacifique a été organisée avec succès aux Fidji pour les Parties du Pacifique. Les 14 îles Parties du Pacifique, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les partenaires de la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature, Pew Charitable Trust et le Secrétaire de la CDB ont participé à la réunion. Au total, 75 participants y ont assisté. En outre, 6 réunions préparatoires ont été organisées en 2022 pour les Parties du Pacifique en préparation des réunions intersessions de la CDB telles que l'OSASTT, l'OSM et le GTCN, menant à la CdP15 de la CDB.

- Lors du Cadre mondial pour la biodiversité (CMB) de Kunming-Montréal à la CdP15 de la CDB en décembre 2022, le Secrétariat de la CDB a demandé aux Parties à la CDB et aux organisations observatrices de nommer des experts pour des groupes techniques ad hoc et de rejoindre des groupes consultatifs informels ou des comités afin de faire progresser les indicateurs, le cadre de suivi et la mise en œuvre du CMB. Le PROE a soumis des manifestations d'intérêt pour accueillir ou proposer des experts pour soutenir les experts nationaux et, le cas échéant, soulever des questions et des défis clés pour le Pacifique dans les domaines suivants :
 - Expert pour le groupe d'experts techniques ad hoc sur les indicateurs pour le CMB de Kunming-Montréal.
 - Expert pour le groupe consultatif informel sur aires marines d'importance écologique ou biologique (AIEB).
 - Expert pour l'atelier de l'Initiative pour un océan durable sur les besoins en matière de renforcement des capacités liées à l'océan pour le CMB de Kunming-Montréal.
 - Expert pour le Partenariat mondial pour la mise en œuvre de l'objectif 3.
 - Participation à l'initiative d'accélération des SPANB.
 - Soumission d'une manifestation d'intérêt pour l'accueil d'un centre sous-régional de coopération technique et scientifique afin de soutenir la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (à confirmer lors de la CdP16 de la CDB).

Renforcement des partenariats avec les bailleurs de fonds et les partenaires sur la surveillance de ReefCloud et BioScapes

- Le PROE a travaillé en partenariat avec l'Institut Australien des Sciences Marines (AIMS) et le Ministère des ressources naturelles et de l'environnement du Samoa pour mener à bien un projet pilote appelé Pacific ReefCloud monitoring project (projet de surveillance des récifs coralliens du Pacifique). Ce projet visait à renforcer la collaboration entre les parties prenantes, à améliorer le partage des données et des informations sur l'état des récifs coralliens et les menaces qui pèsent sur eux dans différentes zones géographiques, ainsi qu'à améliorer les stratégies de gestion des ressources en s'appuyant sur les connaissances scientifiques et les savoirs traditionnels. Le ReefCloud est un outil numérique qui utilise l'intelligence artificielle (IA) pour faire progresser l'analyse afin d'éclairer les décisions en matière de gestion des récifs.
- La version révisée du Programme régional sur les espèces marines des îles du Pacifique (PIRMSP) a été achevée en 2022 et approuvée par les Membres lors de la Conférence du PROE de 2023. Le PROE, avec l'aide du programme Pacific BioScapes financé par l'UE, entreprend une variété d'activités nationales et régionales pour mettre en œuvre les objectifs des plans d'action du programme. Le PIRMSP 2022-2026 peut être téléchargé en anglais ou en français.

OBJECTIF REGIONAL 3 : les peuples océaniques bénéficient de l'amélioration de la gestion des déchets et d'une meilleure maîtrise de la pollution

Cibles de résultat : total	Atteintes	Non atteintes
15	10	5

Au total, sur les 15 cibles de l'objectif régional 3, dix (10) ont été atteintes et cinq (5) n'ont pas été atteintes.

Remarques sur les cibles non atteintes :

- Les principaux résultats (plans élaborés, formations dispensées, etc.) visant à améliorer les pratiques de gestion des déchets ont été obtenus, mais l'évaluation des pratiques de gestion des déchets améliorées dans 4 ÉTIO n'a pas encore été réalisée.

- La stratégie régionale doit encore intégrer le PACPOL dans 14 ÉTIO pour la pollution marine dans les plans et stratégies nationaux pour la réponse aux marées noires, les espèces marines envahissantes et la pollution marine par les plastiques.
- Les Plans nationaux de sensibilisation à l'environnement (PNSE) ont été promus dans 14 ÉTIO, y compris au Timor-Leste, mais n'ont pas encore été adoptés par au moins 6 ÉTIO. Les PNSE visaient à améliorer les pratiques de gestion grâce à des projets d'éducation, de sensibilisation et de changement de comportement mis en œuvre par les écoles, les ONG et les organisations de la société civile. La mise en œuvre des PNSE a été retardée dans les îles Cook, à Nioué, aux Îles Marshall et au Vanuatu en raison de problèmes de capacité.
- La mise en œuvre de la récupération des ressources à partir des déchets dans les ÉTIO ciblés en était encore aux phases pilotes de recyclage. Les activités ont été retardées, notamment en ce qui concerne la passation des marchés.
- Des efforts ont été déployés pour éviter la production de déchets électroniques et de sacs et contenants en plastique en vrac dans certains ÉTIO (Nioué) ; des conseils techniques ont été fournis et un renforcement des capacités est prévu pour le recyclage communautaire au cours des prochaines étapes.
- Il n'a pas été fait état d'une augmentation d'au moins 2 % par habitant du détournement des déchets de la mise en décharge ou de l'évitement de leur production dans au moins 14 ÉTIO, mais des efforts ont été déployés pour éviter la production de déchets électroniques hérités et de sacs de plastique en vrac dans certains ÉTIO (Nioué) ; des conseils techniques et un renforcement des capacités sont prévus pour les communautés.

Réalisations principales

Poursuite du financement du DFAT pour la mise en œuvre d'actions hautement prioritaires

- Financement assuré pour la mise en œuvre d'actions hautement prioritaires pour les pays insulaires du Pacifique dans le cadre du plan d'action régional du Pacifique sur la gestion des déchets marins. Le financement de plus de 2 400 000 dollars australiens est assuré par le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, pour aider les pays du Pacifique à s'engager efficacement auprès du Comité de négociation intergouvernemental (CNI) en vue de l'établissement d'un instrument juridiquement contraignant pour lutter contre la pollution par les matières plastiques. Le financement a permis aux États insulaires du Pacifique de participer aux première, deuxième et troisième sessions du CNI (CNI-1, CNI-2, CNI-3), aux réunions préparatoires du Pacifique ainsi qu'au CNI à Suva aux Fiji, au CNI-1 à Punta del Este, en Uruguay, à Rarotonga (Îles Cook), au CNI-2 à Paris (France), à Koror (Palaos) et au CNI-3 à Nairobi (Kenya). Les quatrième et cinquième sessions du CNI (CNI-4 et CNI-5) se tiendront en 2024.

Gestion des déchets dangereux hérités du passé abordée dans les États insulaires du Pacifique

- La gestion des déchets dangereux hérités du passé (déchets de soins de santé, déchets électroniques, huiles usées, amiante, produits chimiques liquides) a été abordée dans cinq États insulaires du Pacifique (Nioué, Nauru, Tonga, Samoa et Îles Salomon). L'activité d'élimination de l'amiante à Tonga a été menée à bien par le biais du PWP. Environ 2 622,79 m² d'amiante non friable ont été retirés de cinq (5) bâtiments gouvernementaux et éliminés de manière appropriée. Trois des bâtiments ont été recouverts d'une nouvelle toiture et sont toujours utilisés par les fonctionnaires, tandis que les deux autres sont à l'abandon et doivent être démolis. 32 fonctionnaires ne risquent plus d'inhaler de l'amiante, et 8 800 autres visiteurs par an ne risquent plus d'être exposés à l'amiante en se rendant sur ces sites. Par ailleurs, grâce au projet PWP, les Îles Salomon, les Tonga et le Vanuatu sont en mesure de gérer leurs déchets médicaux en réparant les incinérateurs des Îles Salomon (hôpitaux Helana Goldie et Honiara), des Tonga (hôpital Prince Ngu) et du Vanuatu (hôpital Norsup). Tous les déchets médicaux hérités ont été traités et tous les nouveaux déchets médicaux sont traités régulièrement. Grâce au projet SWAP, le Samoa, les Tonga et les Îles Salomon progressent

dans la gestion des huiles usagées en élaborant leurs plans nationaux de gestion des huiles usagées. La mise en œuvre de ces plans débutera en 2023.

Renforcement des mécanismes institutionnels au niveau des États insulaires du Pacifique par le développement des capacités et des partenariats pour la gestion des déchets et la lutte contre la pollution

- Renforcement des mécanismes institutionnels à tous les niveaux pour la gestion des déchets et le contrôle de la pollution grâce au développement des capacités, à l'échange de connaissances, à la sensibilisation et à l'éducation, aux plans et stratégies nationaux ainsi qu'aux études de faisabilité dans tous les pays insulaires du Pacifique et au Timor-Leste. Cela a été possible grâce au programme PWP, au projet de résilience PACPLAN et au projet SWAP (Actions en faveur d'une gestion durable des déchets dans le Pacifique).
- Dans le cadre du Projet de lutte contre les déchets dans l'océan Pacifique (POLP), le gouvernement des Îles Salomon a reçu de l'aide pour des Jeux du Pacifique 2023 verts par la promotion d'un Honiara sans plastique pendant cet événement, ce qui s'est traduit par une ville visiblement plus propre en 2023.
- Les données recueillies sur les déchets marins dans le Pacifique lors des nettoyages de plages, par le biais du projet SWAP financé par l'AFD en partenariat avec le projet POLP financé par l'Australie, ont permis de réaliser 65 enquêtes sur les plages et des audits sur les déchets dans 6 pays insulaires du Pacifique (Fidji, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu, et W&F). Les enquêtes ont permis de retirer environ 72 000 objets d'un poids total d'environ 4 500 kg. Au total, environ 1 700 personnes (scientifiques citoyens) ont été impliquées pour un peu plus de 3 000 heures de travail. D'après les données recueillies, les trois catégories d'objets les plus courantes étaient les suivantes : 58 % en plastique, 15 % en métal et 12 % en céramique. Au total, 9 catégories ont été enregistrées. 6 pays insulaires du Pacifique (Fiji, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Vanuatu et W&F) ont participé à la Journée mondiale de nettoyage du littoral (ICCD). Au total, 59 nettoyages ont été effectués par 3 500 volontaires et environ 20 tonnes de déchets ont été collectées et enlevées. La plupart d'entre eux étaient en plastique.

OBJECTIF REGIONAL 4 : les peuples océaniques et leur environnement bénéficient des engagements pris en faveur des bonnes pratiques de gouvernance environnementale et de leur application

Cibles de résultats : total	Atteintes	Non atteintes
16	12	4

Au total, sur les 16 cibles de l'objectif régional 3, douze (12) ont été atteintes et quatre (4) n'ont pas été atteintes.

Remarques sur les cibles non atteintes :

- Une des deux nouvelles EIE sectorielles régionales sur les directives de bonnes pratiques pour le génie maritime côtier a été développée et lancée dans le Pacifique afin de fournir des conseils sur la planification et la mise en œuvre de projets de développement côtier.
- En raison de l'insuffisance des fonds, le renforcement des capacités et la formation sur la formulation, la mise en œuvre, la conformité et l'application de la politique environnementale n'ont pas été achevés pour 5 ÉTIO.
- L'outil d'établissement de rapports sur les indicateurs (IRT) a été entièrement remanié, déployé et mis à disposition des 14 États insulaires du Pacifique. Toutefois, il est prévu de l'étendre à d'autres États dans le cadre du PIP4 (<https://indicators.sprep.org>)
- Le financement visant à donner au PROE et aux pays Membres les moyens de développer le projet Inform n'a pas été assuré. L'élaboration d'une proposition d'extension du projet Inform est actuellement en attente d'un soutien officiel du Secrétariat du FEM. Toutefois, 11 des 14 États et Territoires membres du PROE se sont engagés à soutenir financièrement le projet de

données sur l'environnement du Pacifique (InformPlus) par le biais de leur allocation STAR du FEM.

Réalisations principales

Faciliter l'engagement de diverses parties prenantes lors de la Journée du Pacifique 2023 sur les évaluations et la planification environnementales

- Le PROE et ses partenaires ont organisé la Journée du Pacifique 2023 en marge de la conférence EIANZ 2023, une plateforme cruciale pour l'élaboration de stratégies visant à améliorer les évaluations et la planification environnementales dans la région du Pacifique. L'événement a rassemblé diverses parties prenantes, notamment des représentants gouvernementaux de 9 États insulaires du Pacifique, des experts environnementaux et des partenaires régionaux et internationaux, soit un total de 31 participants (15 femmes, 16 hommes). En outre, l'événement a facilité le réseautage et l'échange d'idées et de bonnes pratiques pour renforcer l'évaluation et la planification environnementales afin de soutenir le développement résilient dans le Pacifique.
- La Journée du Pacifique 2023 a permis de mettre en lumière les approches innovantes du Pacifique face aux défis environnementaux, en mettant l'accent sur les solutions spécifiques à chaque État, en intégrant les connaissances traditionnelles et en plaidant en faveur d'une collaboration régionale et d'une allocation des ressources renforcées. Cet événement a permis de mieux faire connaître et comprendre les évaluations et la planification environnementales, ce qui a renforcé la capacité régionale à mettre en œuvre des pratiques de développement durable et résilient. [Lien vers l'article](#)

Le Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la durabilité environnementale et sociale (PLP-ESS) a été mené à bien

- Le Partenariat d'apprentissage du Pacifique pour la durabilité environnementale et sociale (PLP-ESS) 2019-2022 était un partenariat entre le PROE, l'Université du Pacifique Sud (UPS), la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque mondiale. Il a été établi pour améliorer la durabilité environnementale et sociale dans la région du Pacifique. Dans le cadre de ce partenariat, le personnel ESS du gouvernement et les régulateurs environnementaux de 18 États insulaires du Pacifique (45 % de femmes, 54 % d'hommes) ont été formés à 21 modules d'EIE et d'ESS qui ont été dispensés virtuellement avec une participation moyenne de 60 participants par module. Les modules et les ressources de formation comprennent des vidéos, des diapositives et des rapports et sont hébergés sur le portail web du Réseau du Pacifique pour l'évaluation de l'environnement (PNEA) pour un accès permanent. Dans l'ensemble, le PLP-ESS a répondu avec succès aux besoins des PÉID du Pacifique en proposant des formations, en facilitant l'échange de connaissances et en mobilisant l'expertise technique liée aux garanties environnementales et sociales et aux normes de développement des infrastructures dans la région du Pacifique. Les partenaires fondateurs de cette collaboration étaient le PROE, l'Université du Pacifique Sud (UPS), la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque mondiale. La collaboration a été structurée de manière à ce que d'autres partenaires clés dans le Pacifique puissent également s'y joindre afin de renforcer les résultats de la collaboration.
- Le PLP-ESS a permis d'améliorer la compréhension des processus nationaux d'EIE et l'alignement sur les exigences et les meilleures pratiques des bailleurs de fonds en matière de garanties environnementales et sociales (ESS). Forte du succès et des résultats du programme PLP-ESS, la Banque mondiale a exprimé son intérêt pour un soutien accru au PROE et aux pays insulaires du Pacifique par le biais d'un projet régional spécifique (actuellement en cours de développement) visant à renforcer les garanties sociales dans la gestion des risques environnementaux et sociaux par le partage des enseignements tirés et le renforcement des capacités en matière d'ESS dans toute la région. [Lien vers l'article](#)

Prise de décision basée sur les données dans le Pacifique

- La réalisation du projet Inform, financé par le PNUE-FEM et exécuté par le PROE, a permis de renforcer l'utilisation de données environnementales par les décideurs du Pacifique. Le projet Inform s'est concentré sur l'amélioration des données pour l'élaboration des politiques environnementales, en renforçant la capacité des États insulaires du Pacifique à prendre des décisions fondées sur des données. Cet effort est essentiel pour relever les défis environnementaux grâce à des stratégies et des politiques éclairées.
- Le rapport sur la SNAGE a été achevé et celle-ci a été lancée pour les Palaos et les Tuvalu et reflète les obligations de l'AME pour les deux pays.
- Le succès du projet Inform a amélioré significativement la capacité des nations du Pacifique à utiliser efficacement les données environnementales, ouvrant la voie à des politiques et des interventions environnementales mieux informées, plus stratégiques et plus efficaces. [Lien vers l'article](#)

Lancement de la plateforme d'apprentissage en ligne sur les systèmes d'information géographique (SIG)

- Le PROE, par le biais du programme GSE, en partenariat avec le projet Inform financé par le PNUE et le programme BIOPAMA phase II de l'UE/l'OEACP, a lancé la plateforme/cours d'apprentissage en ligne sur les systèmes d'information géographique (SIG) en réponse à une demande et à un intérêt croissants pour la formation aux SIG dans la région des îles du Pacifique. L'objectif principal de la plateforme/cours d'apprentissage en ligne est d'aider les États membres à améliorer leurs capacités en matière de fonctions et de composants de base des SIG. Les modules d'apprentissage en ligne sur les SIG sont hébergés sur le Portail océanien sur les changements climatiques et comprennent des enregistrements vidéo, des supports de présentation et d'autres ressources accessibles en permanence aux Membres.
- La plateforme d'apprentissage en ligne a aidé les États membres à renforcer leurs connaissances et leurs capacités pratiques dans l'application des systèmes d'information géographique (SIG) pour aider à la planification nationale de la gestion de l'environnement. La plateforme d'apprentissage en ligne a reçu 136 inscriptions lors de son lancement. Des fonctionnaires de 7 États membres (70 % d'hommes et 30 % de femmes) ont complété l'intégralité de la plateforme d'apprentissage en ligne/du cours. [Lien vers l'article](#)

OBJECTIFS ORGANISATIONNELS

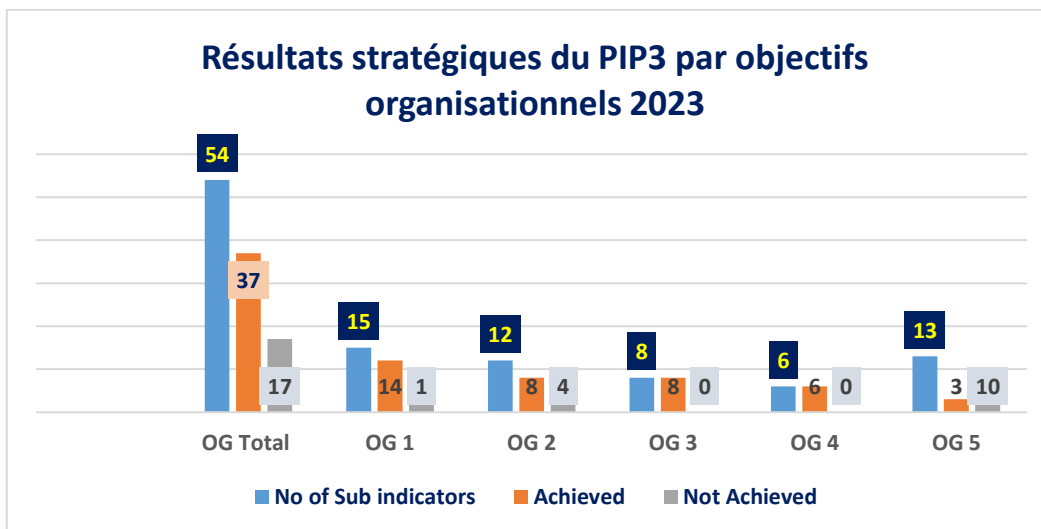
Les objectifs organisationnels décrits dans le Plan stratégique 2017-2026 exigent du Secrétariat qu'il renforce et réaligne ses capacités institutionnelles, ses compétences, ses processus et ses systèmes afin de soutenir au mieux les Membres en fournissant des services plus intégrés, plus réactifs et plus rentables aux Membres et aux partenaires et en coordonnant mieux les efforts régionaux. D'ici à 2026, le PROE devrait s'adapter, réagir et se développer pour garantir la confiance de ses Membres, partenaires et parties prenantes dans le cadre des priorités stratégiques de l'organisation, par les moyens suivants :

- Objectif organisationnel 1 : le PROE dispose de systèmes d'information, de connaissances et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent de façon positive les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux.
- Objectif organisationnel 2 : le PROE met en œuvre des processus pluridisciplinaires dans l'exécution de ses programmes et dans le soutien qu'il apporte à ses Membres pour l'élaboration de politiques et stratégies nationales et régionales.
- Objectif organisationnel 3 : le PROE dispose d'une base de financement fiable et durable pour atteindre des résultats environnementaux dans l'intérêt de la région des îles du Pacifique et gère ses programmes et opérations dans le respect de son budget.

- Objectif organisationnel 4 : le PROE joue un rôle de premier plan et s'implique dans des partenariats et des projets collaboratifs fructueux.
- Objectif organisationnel 5 : le PROE peut compter sur un groupe de personnes dotées des dispositions, des connaissances et des compétences qui lui permettront de concrétiser sa vision régionale commune.

Pour le rapport du PIP3 de cette année (2022-2023) sur les réalisations des résultats stratégiques dans le cadre des objectifs organisationnels, un total de 54 indicateurs de résultats est utilisé comme référence pour évaluer la performance pour chacun des cinq objectifs organisationnels. L'évaluation des performances est basée sur le nombre d'objectifs atteints et non atteints (voir figure 4). Les notes sur les indicateurs non atteints sont détaillées pour chaque objectif organisationnel.

Figure 4 : Résultats stratégiques du PIP3 par objectifs organisationnels



OBJECTIF ORGANISATIONNEL 1 : le PROE dispose de systèmes d'information, de connaissances et de communications qui fournissent les bonnes données aux bonnes personnes au bon moment et influencent de façon positive les changements organisationnels, comportementaux et environnementaux

Cibles de résultat : total	Atteintes	Non atteinte
15	14	1

Au total, sur les 15 cibles l'objectif organisationnel 1, quatorze (14) ont été atteintes et une n'a pas été atteinte.

- Aucune enquête de satisfaction du personnel n'a été réalisée pour confirmer qu'au moins 80 % des membres du personnel étaient satisfaits de la fourniture d'un contrôle technique sur les questions informatiques. Toutefois, il a été constaté que la majorité du personnel était satisfaite du soutien informatique apporté par les groupes consultatifs et/ou les comités techniques.

Réalisations principales

Amélioration des systèmes et services informatiques

- La première Stratégie du PROE en matière d'information, de communication et de technologie a été élaborée et approuvée afin d'orienter les travaux du PROE dans le domaine des TIC pour soutenir les fonctions essentielles du Secrétariat et la réalisation des priorités stratégiques.

- Un système intégré de gestion d'entreprise (IEMS) a été mis au point avec un financement du Ministère néo-zélandais des finances pour soutenir la phase de l'IEMS qui met l'accent sur le renforcement des systèmes de gestion financière et de gestion des ressources humaines.
- Une augmentation significative de l'accessibilité des informations et des connaissances du PROE pour nos décideurs leur a permis de prendre des décisions éclairées sur les questions menant à un Pacifique durable et résilient.
- Soutien au Bureau météorologique océanien grâce au développement conjoint de logiciels avec les partenaires NIWA et BOM pour la migration de l'outil de suivi de la sécheresse d'une application de bureau SCOPIC vers une application web en ligne CliDesc. Cette entreprise a été menée par le PROE.
- Coordination de sessions d'apprentissage en interne sur la gestion des connaissances en utilisant des systèmes et des services informatiques améliorés.
- Le site web remanié du PROE a été lancé en marge de la 31^e Conférence du PROE afin d'améliorer l'accès et la diffusion des informations, des récits et des produits de connaissance du PROE.
- Le Centre de gestion des connaissances du PROE et le Centre océanien sur les changements climatiques ont organisé avec succès le premier Café des connaissances du PROE afin de partager des informations et des connaissances sur les actions visant à soutenir la résilience des récifs coralliens dans le cadre du projet PACRES. Cela a également facilité le partage des connaissances et l'engagement avec les communautés locales au Samoa en renforçant l'interface entre les connaissances traditionnelles et l'information scientifique.
- Organisation et mise en œuvre réussies du programme de célébration du 30^e anniversaire du PROE au siège du PROE et dans les îles du Pacifique.

La voix unique du Pacifique amplifiée sur la scène mondiale lors de la 28^e CdP

- Amplification de la voix unique du Pacifique lors de la 28^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. En partenariat avec le Programme de résilience face aux changements climatiques pour aider à atteindre l'objectif régional 1 du Plan stratégique du PROE, une campagne de communication intensive à cinq branches a été menée. Elle s'est concentrée sur la collaboration avec les petits États insulaires en développement du Pacifique afin d'amplifier notre voix unique du Pacifique lors de la CdP28, devant plus de 100 000 délégués inscrits à l'événement, qui est essentielle à notre survie face aux impacts des changements climatiques.
- Pendant 11 jours, le pavillon Moana Blue Pacific a accueilli plus de 75 événements, dont plus de 35 événements de haut niveau, et plus de 430 intervenants de la plateforme du pavillon Moana Blue Pacific étaient des voix des îles du Pacifique.
- Le volume 3 de la campagne « Mana Moana Pasifika Voices » a permis de raconter les histoires de nos îles du Pacifique à l'échelle mondiale afin d'inciter à l'action pour obtenir des résultats forts dans les négociations et d'atteindre les gens au niveau personnel pour faire face aux impacts des changements climatiques. Trois poèmes ont été présentés par des femmes poètes des îles du Pacifique. Plus de 53 000 personnes ont été touchées rien que sur les médias sociaux.
- Le partenariat Pasifika TV a organisé une formation virtuelle pour plus de 32 professionnels des médias de 14 îles du Pacifique représentant 21 chaînes de diffusion afin de les aider à couvrir les changements climatiques et la CdP.
- Plus de 105 éléments de contenu ont été partagés par une chaîne d'information du Pacifique entre 21 diffuseurs des îles du Pacifique issus d'une équipe de sept personnes sélectionnées lors de la formation.

Couverture médiatique du PROE et développement des ressources : poème de l'héritage, équité entre les sexes

- L'équipe des médias du PROE a élaboré plus de 100 éléments de contenu pour le site web, la distribution aux médias et les médias sociaux.
- Les déclarations de haut niveau prononcées par tous les dirigeants des îles du Pacifique ont été couvertes par les médias du PROE.
- Le Poème de l'héritage, campagne interactive menée lors de la CdP29, a permis à plus de 100 voix des îles du Pacifique de se rassembler pour élaborer et former un poème unique « Breathe 1.5 » (Respirez 1,5). Le poème a été filmé pour être diffusé en 2024.
- L'équité entre les sexes a été prise en compte dans les critères de sélection des événements parallèles et des poètes pour le Mana Moana Pasifika Voices Vol.3.

Soutien du PROE à la communication lors de l'accueil du 52^e Forum des îles du Pacifique par les Îles Cook

- Le PROE a apporté son soutien en matière de communication aux Îles Cook qui ont accueilli la 52^e réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique.
- Travaillant en partenariat avec les programmes de résilience face aux changements climatiques et de gestion des déchets et de lutte contre la pollution sous la direction du Directeur général, l'Unité de communication et de sensibilisation du PROE a dirigé le volet de communication de la 52^e réunion du FIP à la demande du ministère des Affaires étrangères et du commerce des Îles Cook.

Soutenir l'engagement efficace de l'initiative « Un seul Pacifique » dans les négociations mondiales grâce à des communications claires et efficaces

- Tout au long de l'année 2023, l'Unité de communication et de sensibilisation du PROE a soutenu le point 001.2.1.1 ci-dessus en organisant des formations sur les négociations afin de renforcer la capacité des îles du Pacifique à communiquer clairement dans l'espace de négociation mondial. Cela permettra en fin de compte un engagement efficace visant à ce que davantage de demandes des îles du Pacifique soient prises en compte dans les résultats des négociations mondiales sur l'environnement.
- Le PROE dispose d'une solide connaissance institutionnelle de l'espace de négociation des AME, son personnel ayant soutenu les délégations des îles du Pacifique lors des diverses négociations des AME et des réunions spéciales telles que Rio+20, depuis 2008.
- La formation s'est inscrite dans une perspective d'autonomisation du Pacifique en s'appuyant sur les expériences des négociateurs des îles du Pacifique acquises lors de sessions organisées dans les Îles Cook, à Nioué et à Vanuatu. Plus de 50 insulaires du Pacifique ont ainsi suivi une formation pour se préparer aux négociations mondiales, pour intervenir et pour suivre les négociations. Des ressources ont été mises à la disposition des participants pour les aider à constituer leur équipe de négociation nationale.
- En outre, un partenariat a été établi avec le programme des jeunes dirigeants du Pacifique, ce qui a donné lieu à une session d'une journée sur la résilience des insulaires du Pacifique et la possibilité de faire entendre leur voix dans les négociations. Plus de 30 jeunes professionnels ont participé à une journée entière de négociations et ont demandé à ce que d'autres occasions de ce type leur soient offertes.

Renforcer la capacité des médias des îles du Pacifique à rendre compte des questions environnementales

- Des formations aux médias (nationales et régionales) ont été organisées à l'intention des journalistes pour leur permettre de rendre compte des changements climatiques et d'autres questions liées à la résilience. Des fiches d'information sur les changements climatiques et les médias ont été distribuées aux journalistes lors de la 52^e réunion du FIP afin de les aider à couvrir les changements climatiques et la COP sans avoir à s'y rendre. Grâce au programme Van-KIRAP, le PROE a pu soutenir un programme de stage/détachement dans le cadre duquel deux journalistes de la *Vanuatu Broadcasting Television Corporation* ont pu passer du temps

avec l'équipe des médias du PROE pour assurer la couverture du sixième Conseil météorologique du Pacifique, puis passer une semaine au PROE pour approfondir leurs connaissances sur les questions environnementales et renforcer les réseaux de sources d'information.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 2 : le PROE met en œuvre des processus pluridisciplinaires dans l'exécution de ses programmes et dans le soutien qu'il apporte à ses Membres pour l'élaboration de politiques et stratégies nationales et régionales

Cibles de résultat	Atteintes	Non atteintes
12	8	4

Au total, sur les 12 cibles de résultats de l'objectif organisationnel 2, huit (8) ont été atteintes et quatre (4) n'ont pas été atteintes.

Notes sur les objectifs non atteints :

- Sur les huit CPSPT, seul celui des Palaos a été signé. Il est à noter que davantage de pays ont manifesté un vif intérêt pour l'élaboration de CPSPT.
- Amélioration en cours des services fournis aux ÉTIO grâce à la mise en œuvre de programmes intégrés adoptant un leadership environnemental transformateur dans la région.
- L'évaluation des services fournis par le PROE aux États insulaires du Pacifique dans le cadre de ses fonctions d'entité régionale de mise en œuvre (ERM) n'a pas été menée pour indiquer que 50 % des États du Pacifique avec lesquels le PROE a travaillé dans le cadre de ses fonctions d'ERM ont été satisfaits des services reçus. Toutefois, aucun retour d'information négatif n'a été enregistré de la part des pays ayant bénéficié des services d'ERM du PROE.
- La politique de suivi, d'évaluation et d'apprentissage du PROE doit encore être finalisée et approuvée. Elle est à l'état de projet et a fait l'objet de révisions avec la participation du personnel.

Réalizations principales

Accès au financement climatique

- En tant qu'entité accréditée auprès du Fonds vert pour le climat et du Fonds d'adaptation, le PROE a continué d'aider les États membres à améliorer l'accès au financement pour répondre à leurs ambitions respectives en matière de climat. Malgré les difficultés rencontrées, notamment en ce qui concerne l'accès aux financements du Fonds vert pour le climat (FVC), plusieurs résultats ont été obtenus. Le soutien apporté aux États insulaires du Pacifique par le PROE, par l'intermédiaire de l'Unité de coordination des projets du PROE et du Programme RCC du PROE, a notamment porté sur les points suivants :
 - Deux projets de grande envergure en cours de mise en œuvre (VanKIRAP et FA des EFM)
 - Deux projets de PAN en cours de mise en œuvre (Nauru et Tuvalu)
 - Trois projets de préparation (Préparation 2 pour RIM et Nioué et Préparation 1 pour les Îles Salomon) en cours de mise en œuvre
 - Deux projets de PAN en cours de développement (EFM et Nioué)
 - Six projets de grande envergure en cours de développement

Le portefeuille de projets de l'UCP a une valeur cumulée totale de 112 412 579 USD (voir le tableau ci-dessous), répartis dans les trois états de projets suivants :

- En cours de mise en œuvre = 34 675 917 USD
- En cours de développement = 76 764 652 USD
- Deux projets achevés et clôturés = 972 010 USD

Financement du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce

- La capacité de l'UCP du PROE a été renforcée grâce aux 257 000 USD supplémentaires obtenus par le biais de la subvention actuelle du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, qui a permis de recruter un responsable de portefeuille, d'améliorer les rapports sur le portefeuille du PROE, de soutenir la fonction d'entité accréditée du PROE, d'améliorer les garanties (y compris l'égalité des sexes et l'inclusion sociale) et d'assurer le développement des capacités des pays insulaires du Pacifique.

Fonds pour l'environnement mondial

- Le PROE, en tant qu'organisme d'exécution du FEM et agissant comme agence de mise en œuvre du FEM par l'intermédiaire du PNUE, a continué à mettre en œuvre les projets financés par le FEM, notamment son projet régional sur les espèces envahissantes visant à renforcer les capacités nationales et régionales afin de réduire l'impact des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale dans le Pacifique ; le projet Inform du FEM visant à renforcer les données environnementales en vue de l'établissement de rapports destinés aux AME et éclairer la prise de décision ; et le projet ISLANDS du FEM visant à prévenir l'accumulation de POP et de mercure et à gérer et éliminer les produits chimiques nocifs et les déchets existants dans les petits États insulaires en développement du Pacifique.

Renforcement des processus internes pour la mise en œuvre des programmes

- Le renforcement de la coordination interne entre les programmes/départements s'est poursuivi grâce à :
 - La mise en œuvre de la Stratégie en matière de ressources humaines, qui implique l'équipe de direction du PROE, le personnel et le Comité consultatif du personnel.
 - L'équipe bleue qui fournit une approche coordonnée des questions relatives à la gouvernance côtière, marine et océanique. C'est le forum qui fournit des conseils politiques et techniques sur les processus régionaux et internationaux liés aux océans tels que la PIRT, la BBNJ, la Stratégie 2050, la conférence des Nations Unies sur les océans, les CNI1 et 2.
 - Le Groupe de référence des partenariats et des ressources (PRRG) a continué d'évaluer les nouveaux partenariats pour l'ensemble du PROE, y compris les domaines susceptibles de faire l'objet de nouveaux partenariats stratégiques.
 - L'équipe spéciale du CPSPT a soutenu le processus des CPSPT dans les Îles Marshall, le Vanuatu et les îles Cook respectivement. Les Palaos sont le premier pays à avoir achevé et signé son CPSPT.
 - Le Groupe d'examen et de suivi des projets du PROE a continué d'examiner et d'évaluer les nouveaux concepts et propositions de projets élaborés par le PROE afin de s'assurer que les projets sont stratégiquement alignés sur son Plan stratégique ses priorités nationales.
 - Le Comité de gestion des risques a régulièrement contrôlé et suivi les risques institutionnels et les mesures d'atténuation mises en œuvre.
- **Renforcement de la gouvernance et des politiques institutionnelles**
 - L'examen de la politique d'égalité de genre du PROE de 2016 a débuté en 2023 sous la direction du Groupe de travail sur l'égalité des genre, l'inclusion et l'intégration de la dimension de genre. Un événement parallèle sur le genre a été organisé avec succès lors de la 31^e Conférence du PROE, avec des intervenants des Îles Salomon, du ministère australien des Affaires étrangères et du commerce (DFAT), de l'initiative Kiwa du PROE et du Centre océanien sur les changements climatiques, qui ont partagé leurs expériences et leurs points de vue sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale. Une série de formations sur l'égalité de genre, les droits de l'homme et l'inclusion sociale ont été organisées pour le personnel du PROE, les Membres et les parties prenantes

des projets par le biais du PCCC, de l'initiative Kiwa, du SWAP et d'autres projets du PROE.

- L'examen de la Politique du PROE en matière de prévention de la fraude et de protection des dénonciateurs a été initié, ce qui contribuera à renforcer la capacité du PROE à garantir l'application des normes éthiques les plus strictes dans toutes ses opérations.
- L'évaluation de la diligence raisonnable du DFAT australien a été achevée et des recommandations ont été formulées sur les domaines dans lesquels il convient de renforcer la capacité de diligence raisonnable.

Responsabilité partagée en matière de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (SEA) et rapports axés sur les résultats dans les engagements des États insulaires du Pacifique

- Les rapports axés sur les résultats conduisent à une responsabilité partagée en ce qui concerne l'adoption de la plateforme SEA dans les processus pour les mécanismes régionaux, nationaux ou institutionnels existants, comme le montre l'évaluation de l'opérationnalisation du FRDP 2017-2030, les lancements de CPSPT et l'alignement du cadre existant d'un pays (RIM, Palaos, Îles Cook, Kiribati et EFM) sur les cadres régionaux qui ont adopté des éléments de S&E tels que le FRDP 2017-2030, les ODD 2030, les Orientations de Samoa et les objectifs du Pôle CDN.
- Engagements actifs du CORP sur la plateforme SEA dans le cadre du groupe de travail MERL pour la Stratégie pour le Pacifique bleu à l'horizon 2050 ainsi que pour le groupe de travail PRP du FRDP.
- Des sessions d'apprentissage périodiques sur le S&E ont été organisées pour le personnel afin d'améliorer la compréhension des rapports axés sur les résultats. Plus de 80 membres du personnel, y compris le personnel régional (en poste à l'extérieur), ont reçu des formations internes sur la théorie du changement, le système de suivi et d'évaluation, les rapports sur les résultats, le plan de mise en œuvre des performances, la gestion des risques, le cycle de projet et le suivi et l'évaluation grâce à des sessions facilitées par les TIC et la gestion des connaissances et à des séances d'initiation pour le personnel.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 3 : le PROE dispose d'une base de financement fiable et durable pour atteindre des résultats environnementaux dans l'intérêt de la région des îles du Pacifique et gère ses programmes et opérations dans le respect de son budget.

Cibles de résultat	Atteintes	Non atteintes
8	8	0

L'ensemble des 8 cibles de résultats de l'objectif organisationnel 3 ont été atteintes dans le rapport de cette année.

Réalizations principales

Les performances financières ont continué à s'améliorer

- Le PROE a été en mesure de s'adapter et de gérer les impacts continus de la COVID-19 en 2022 pour s'assurer que son budget était toujours équilibré et durable malgré les circonstances. Plus précisément, compte tenu des retards persistants et de l'impact sur la mise en œuvre du programme, des contrôles stricts et réguliers des dépenses de base, la gestion du risque de change et la mise en œuvre d'efforts de recouvrement des coûts se sont avérés efficaces pour atteindre l'équilibre financier en 2022, tout en dégagant un excédent de 26 261 USD, ce qui a permis de maintenir les réserves à un niveau positif à la fin de l'année.
- Les résultats financiers ont continué à s'améliorer pour le PROE, ce qui a permis d'atteindre au minimum le seuil de rentabilité, c'est-à-dire d'éviter toute situation de déficit. Cela se traduit par

des résultats excédentaires globaux de 26 261 USD et 1,3 million USD respectivement pour les exercices 2022 et 2023.

Augmentation substantielle des réserves

- L'augmentation substantielle des réserves, qui ont atteint un solde de 2,3 millions USD à la fin de 2023 (1 million USD en 2022), constitue en effet une étape importante pour le Secrétariat, qui s'assure ainsi que le PROE dispose de réserves saines. Il s'agit là de l'un des principaux défis auxquels le Secrétariat a été confronté au fil des ans, à savoir la reconstitution de ses réserves.
- Les rapports d'audit positifs sur tous les audits et missions de vérification/d'assurance réalisés pour les projets du PROE, ainsi que l'audit annuel du PROE en 2022 et 2023, continuent de démontrer le succès des systèmes fiduciaires du PROE et donc l'assurance d'une gestion efficace et transparente des fonds administrés par le PROE, ainsi que son succès dans la gestion globale des risques financiers et du contrôle interne et les systèmes d'audit appropriés mis en place.
- Des rapports financiers précis et opportuns ont été fournis en 2022 et 2023 pour tous les rapports financiers des bailleurs de fonds qui étaient attendus et demandés. En outre, des rapports positifs ont été notés sur tous les audits du PROE et de ses projets menés en 2022 et 2023.

Augmentation de la collecte des frais de soutien au programme

- Il convient de saluer la capacité du PROE à maintenir et donc à enregistrer une augmentation du soutien financier par le biais des frais de soutien au programme et du recouvrement des coûts, le cas échéant, pour les exercices 2022 et 2023, malgré les difficultés persistantes liées aux conséquences de la pandémie et aux retards dans la mise en œuvre du programme. Plus particulièrement, une grande amélioration des sources de financement supplémentaires est attestée par l'augmentation des frais de soutien au programme qui s'élevaient à 1,8 million USD en 2022 et à 2,4 millions USD en 2023 (contre 1,3 million USD en 2021).

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5 : le PROE joue un rôle de premier plan et s'implique dans des partenariats et des projets collaboratifs fructueux

Cibles de résultat : total	Atteintes	Non atteintes
6	6	0

L'ensemble des six (6) cibles de résultats de l'objectif organisationnel 3 ont été atteintes dans le rapport de cette année.

Réalisations principales

Dans le cadre de son 30^e anniversaire, le PROE a organisé le premier Dialogue de partenariat du PROE sur le thème « Renforcer nos partenariats pour un Pacifique bleu ». Ce dialogue, qui a précédé la 31^e Conférence du PROE, a rassemblé les Membres, le Secrétariat et les partenaires du PROE afin de partager des informations et de discuter des possibilités d'engagement stratégique, de collaboration, de coopération et de partenariat. Il a également permis aux partenaires et aux donateurs qui ne participent pas formellement à la Conférence des représentants du PROE de dialoguer avec les Membres du PROE. Le Dialogue de partenariat s'est articulé autour de quatre types de partenariats thématiques : i) les partenaires donateurs ; ii) les partenaires techniques, scientifiques et de recherche ; iii) les partenaires de mise en œuvre ; et iv) les institutions de financement multilatérales et les organisations philanthropiques.

Le Dialogue de partenariat a souligné l'importance de la collaboration entre le PROE et ses partenaires pour faire face à la triple crise planétaire des changements climatiques, de la perte de la biodiversité et de la pollution.

Le PROE a continué à collaborer avec ses partenaires pour fournir des conseils politiques, une assistance technique, un renforcement des capacités et une formation, de l'innovation et de la recherche, un courtage de connaissances, une mise en réseau et un accès facilité aux financements multilatéraux et bilatéraux afin de mettre en œuvre les priorités régionales et nationales dans les quatre grandes priorités stratégiques du PROE : la résilience aux changements climatiques, les écosystèmes insulaires et océaniques, la gestion des déchets et la lutte contre la pollution, ainsi que la surveillance et la gouvernance environnementales.

Les partenariats du PROE ont continué à se développer et onze partenariats ont été établis en 2023 avec les organisations suivantes :

a) Nouveaux partenariats

- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- Agence d'investigation environnementale
- Institut de Recherche pour le Développement (IRD)
- Bureau de la sécurité aérienne dans le Pacifique (PASO)
- Université Griffith

b) Partenariats renouvelés

- Bureau australien de météorologie
- Institut mondial pour la croissance verte
- Organisation de recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO)
- Communauté du Pacifique (CPS)
- Organisation du tourisme du Pacifique (SPTO)
- Birdlife International

Poursuite du leadership en matière de coordination régionale, de réseaux de partenariat et d'engagement à l'échelle mondiale

Au niveau mondial, le PROE, en collaboration avec le CORP et ses partenaires, a soutenu l'engagement des PÉID du Pacifique dans les processus environnementaux multilatéraux, notamment la CdP28 de la CCNUCC, les deuxième et troisième sessions du Comité de négociation international de sur la pollution plastique, y compris dans l'environnement marin, et la biodiversité au-delà des juridictions nationales.

- Le Programme de résilience face aux changements climatiques du PROE a continué à fournir un soutien technique et des conseils aux PÉID du Pacifique qui sont Parties à la CCNUCC et a dirigé l'équipe One CORP (y compris le SFIP, la CPS, la FFA et l'UPS) dans la mise en œuvre du Plan de voyage du Pacifique lors de la CdP28.
- Le PROE, en tant que Secrétariat de la PIRT, a continué à promouvoir et à coordonner la mise en œuvre du Cadre régional des îles du Pacifique pour la conservation de la nature parmi les membres de la PIRT.
- Le Programme de gestion des déchets et de lutte contre la pollution du PROE a dirigé la coordination de la réunion préparatoire du CNI du Pacifique qui s'est tenue à Suva (Fidji) en vue de préparer la première session du CNI (CNI-1) à Punta del Este (Uruguay) en novembre 2022.

OBJECTIF ORGANISATIONNEL 5 : le PROE peut compter sur un groupe de personnes dotées des dispositions, des connaissances et des compétences qui lui permettront de concrétiser sa vision régionale commune

Cibles de résultat : total 13	Atteintes 3	No atteintes 10
---	-----------------------	---------------------------

Au total, sur les treize (13) cibles de résultats de l'objectif organisationnel 5, trois (3) ont été atteintes et dix (10) n'ont pas été atteintes.

Notes sur les objectifs non atteints :

- Mise à jour en cours de la politique de recrutement et de sélection.
- Adoption en cours d'une période de recrutement de 6 mois maximum.
- L'essai de délégation du processus de recrutement et de sélection aux programmes et aux départements a été prolongé pour toute l'année 2023 afin de permettre une meilleure comparaison. L'examen final et les mises à jour des enseignements tirés seront achevés en 2024.
- Aucun soutien budgétaire n'a été alloué et approuvé pour la mise en œuvre de la Stratégie en matière de ressources humaines, y compris en ce qui concerne la rémunération, les performances et les mouvements de l'échelle des salaires.
- Pas de progrès dans l'examen des rémunérations par le Groupe de travail des Membres. L'examen des rémunérations réalisé en 2021 est resté en suspens.
- Examen de la prime exceptionnelle de 2 % versée en 2023 en reconnaissance des performances du personnel, selon la disponibilité des économies. L'objectif était de verser au moins 3 % de primes de performance.
- Pas de mouvements ni d'ajustements de l'échelle des salaires pour 2023.
- La révision du règlement du personnel est en bonne voie pour être achevée en 2024.
- Le calendrier de révision de la politique du personnel est en bonne voie pour 2024.
- Aucun budget de capacité de 5 % de la masse salariale n'a été affecté aux programmes de direction et de renforcement des capacités du personnel.
- L'élaboration et la mise en œuvre du Cadre des talents pour la direction, du Cadre de renforcement des capacités et des programmes de direction et de renforcement des capacités sont en cours et conformes au projet de plan des effectifs en place et devraient être achevés en 2024/25.

Réalisations principales

Le taux de rétention du personnel est de 90 % et le recrutement pour les postes liés aux projets a augmenté

- Le résultat 5 de la Stratégie en matière de ressources humaines, qui porte sur l'amélioration des politiques en matière de personnel et des méthodes de travail, fournit des orientations pour ce domaine d'activité et ces initiatives.
- Les effectifs ont augmenté de 14 % en 2023. Plus de 50 % des nouveaux membres du personnel qui ont rejoint le Secrétariat en 2023 occupaient des postes liés à des projets.
- Le taux de rétention pour 2023 était de 90 %. Les personnes qui ont quitté l'organisation l'ont fait principalement en raison de la fin des projets et de la possibilité de poursuivre des études ou d'autres engagements personnels.
- À la fin de l'année 2023, il y avait autant de femmes que d'hommes dans les postes de personnel recruté au niveau international, tandis que 71 % du personnel recruté au niveau local étaient des femmes.
- Le Secrétariat a continué à se diversifier avec 19 nationalités différentes employées à la fin de l'année.
- L'essai de délégation du processus de recrutement aux programmes et aux départements a été prolongé pour toute l'année 2023. Un certain nombre de modifications de procédure ont été apportées, notamment des changements dans l'application de la règle des six ans ; des

changements dans les conditions contractuelles des projets, conformément aux calendriers des projets ; les considérations relatives aux nominations directes à l'appui de la planification de la succession ainsi que l'élaboration de lignes directrices pour l'engagement de proches sont des exemples d'initiatives mises en œuvre pour soutenir le recrutement et le maintien en poste.

- Le Groupe de travail des Membres travaille actuellement sur l'examen des rémunérations. Ce domaine de travail joue un rôle important dans les initiatives de recrutement et de rétention du Secrétariat.

Le renforcement des capacités se poursuit malgré un budget limité.

- Le résultat 3 de la Stratégie en matière de ressources humaines sur la planification du personnel et le résultat 4 sur la capacité de direction orientent le travail et les initiatives dans ce domaine. Malgré des dispositions budgétaires limitées pour des programmes d'apprentissage spécifiques, environ 40 % du personnel ont bénéficié d'un soutien pour le développement professionnel continu dans leurs domaines de travail grâce à un certain nombre d'initiatives et d'aides, y compris des congés pour des études personnelles, soit pour des qualifications tertiaires formelles, soit pour des programmes d'apprentissage à court terme. Des sessions de remise à niveau sur les politiques et processus institutionnels clés se sont poursuivies tout au long de l'année pour le développement du personnel, y compris le programme d'initiation pour tous les nouveaux membres du personnel. L'adhésion à des instituts professionnels a été soutenue, ce qui a permis d'accéder à un certain nombre de webinaires gratuits en ligne et de partager des informations.
- Le Secrétariat a pleinement soutenu l'un de ses jeunes professionnels pour qu'il participe au Programme de direction des îles du Pacifique organisé par l'*East-West Center* à Hawaï, en lui versant un salaire complet et en prenant en charge les frais accessoires.
- Vingt-neuf pour cent (29 %) du personnel ont été certifiés dans le cadre de la formation aux premiers secours et à la lutte contre les incendies organisée par l'autorité des services d'incendie et d'urgence de Samoa.

Culture constructive, responsabilisante et axée sur les résultats.

- Le résultat 1 de la Stratégie en matière de ressources humaines sur une culture d'autonomisation et de résilience, et le résultat 2 sur la santé, la sécurité et le bien-être sur le lieu de travail, orientent les travaux et les initiatives dans ce domaine d'activité.
- Les travaux de révision et de développement de nombreuses politiques relatives au personnel, y compris le règlement du personnel, sont en cours. Les projets de politiques faisant l'objet d'un examen final et d'un processus d'approbation comprennent les griefs, les modalités de travail flexibles et à distance, la santé et la sécurité au travail, ainsi que le plan des effectifs.
- Des initiatives clés ont été mises en place pour soutenir l'engagement, la participation et le renforcement de l'esprit d'équipe du personnel, notamment l'événement Pinktober, les 12 jours de Noël, les tableaux d'affirmation et la collecte de livres pour la Maison de l'espoir à Apia, dans le cadre des services communautaires du Secrétariat.
- Les modalités de travail flexibles et à distance ont été au service du personnel et traduisent la diversité croissante sur le lieu de travail. Le projet de transformation numérique a démarré par l'intermédiaire du système intégré de gestion des entreprises, l'accent étant mis sur la mise en place d'un environnement et d'une plateforme propices à la transformation des méthodes de travail, qui sont encore largement basées sur le travail manuel.
- Des changements importants ont été apportés à la couverture de l'assurance médicale du personnel, ce qui permet de renforcer la culture de la santé et de la sécurité pour le bien-être du personnel.
- Les travaux sur l'examen des rémunérations menés par le Groupe de travail des Membres contribueront à la mise en place et au renforcement d'une culture axée sur les résultats.

Fin